

Alfred Müller-Armack, Sur le chemin de l'Europe

Légende: Dans ses Mémoires, Alfred Müller-Armack, ancien conseiller principal de Ludwig Erhard au ministère allemand des Affaires économiques, rappelle les négociations menées en 1953 au sujet de la création d'une communauté politique européenne.

Source: MÜLLER-ARMACK, Alfred. Auf dem Weg nach Europa, Erinnerungen und Ausblicke. Tübingen; Stuttgart: Rainer Wunderlich; C.E. Poeschel, 1971. 267 S. ISBN 3 8052 0202 4. p. 70-74.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/alfred_muller_armack_sur_le_chemin_de_l_europe-fr-fe4fd473-ad1f-447e-93b1-8a332e943edf.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

[...]

Vers la fin de l'été 1953, nous avons commencé à négocier à Rome sous une chaleur tropicale. La rencontre s'est déroulée dans un *palazzo* du centre-ville, dont on atteignait les salons Renaissance par un large escalier majestueux. De tels escaliers existaient également dans d'autres palais romains. Je ne sais pas s'ils avaient été conçus pour permettre de les monter à cheval. En haut, il y avait une suite de salons plus petits, dans lesquels nous tenions nos réunions. Les portes larges ouvertes donnaient sur un jardin romantique qui, entouré de hauts murs, protégeait du bruit de la ville. Du jardin, pourtant en grande partie ombragé, la chaleur envahissait malgré tout les pièces. L'art déployé par les Italiens pour se protéger de la chaleur ne se faisait manifestement pas sentir ici. Même les rafraîchissements offerts en abondance par nos hôtes ne nous empêchaient pas, nous les Nordiques, de fondre sous la chaleur, ce qui faisait encore redoubler la tension de la négociation.

Les discussions portaient sur l'objectif d'étayer économiquement l'organisation politique de l'Europe. À cette époque, on voulait parvenir à l'intégration économique par la voie politique. Cette première conférence sur une intégration complète réunissait une série d'hommes qui devaient assurer pendant de longues années les négociations européennes et qui, ultérieurement, devaient former en quelque sorte le groupe des vieux Européens. Ophüls était l'un d'eux du côté allemand, Van Tichelen du côté belge, et, du côté néerlandais, Linthorst Homan qui, jusqu'en 1967, était là en tant que membre de la Haute Autorité. Les négociateurs italiens changeaient plus souvent. Du côté français, j'ai rencontré à cette époque pour la première fois Olivier Wormser, qui est depuis devenu le négociateur et le conseiller le plus influent de tous les gouvernements français, et qui est aujourd'hui – après avoir été un temps ambassadeur à Moscou – président de la Banque de France. C'était un homme élancé, aux cheveux chenus et aux traits pâles et ascétiques. J'ai dû négocier avec lui, l'«*opposite man*» permanent, pendant une décennie. De nombreuses années durant, je lui ai porté, à lui que je croyais avoir au moins dix ans de plus que moi, le respect dû aux aînés, jusqu'à ce que j'apprenne de sa bouche qu'il était né dix ans plus tard que moi. Aux côtés de Couve de Murville, il a encore pratiqué longtemps sous de Gaulle la politique française des «difficultés» et des «conditions préalables», et il a largement contribué à perfectionner la stratégie française qui manœuvrait toujours au bord de l'échec des négociations. Issu des rangs de l'espèce tellement estimée en France des «inspecteurs des Finances», il était indispensable à tous les gouvernements de son pays. Il s'efforçait d'introduire de la dureté dans les négociations. Mais je dois admettre que dix années de vives discussions, que je devais toujours mener avec lui et lui avec moi, n'ont pas altéré nos relations personnelles, et que l'adresse «mon ami Olivier Wormser» ou «mon ami Müller-Armack», si facilement utilisée dans le langage diplomatique, n'était pas tout à fait contraire à la réalité, mais trouvait sa dure limite dans les faits. Déjà à cette époque, à Rome, il montrait cette capacité absolument inépuisable de trouver des notions et des concepts qui, jetés dans les débats, devaient montrer combien d'obstacles jonchaient la route sur laquelle nous voulions nous engager avec élan et avec la conviction qu'on pouvait résoudre d'une manière ou d'une autre tous les problèmes de l'intégration.

Pour moi, il s'agissait des premières négociations de ce type. Elles étaient conduites par Maltzan, avec l'aide d'Ophüls. La première barrière qui se présenta à nous fut l'exigence de Wormser selon laquelle les six États devaient réaliser une «harmonisation sociale» avant de s'associer. La France croyait être le premier État social d'Europe et ne pouvoir envisager sérieusement une fusion des marchés que lorsque les charges de la sécurité sociale, que la France portait surtout dans sa politique familiale, auraient atteint le niveau français dans les autres pays. Notre position était que l'ouverture des marchés entraînerait d'elle-même une certaine uniformisation également sur le plan social et qu'on mettrait en danger l'ensemble du travail d'unification si on voulait mettre au début la coordination compliquée dans le domaine politico-social, d'autant plus que les salaires, supposons-nous, pour lesquels la France occupait encore la première place, convergeraient dans un marché commun vers un nouveau seuil uniformément élevé. Les esprits s'échauffèrent sur ce point. Pour tempérer les contradictions, Maltzan me donna libre champ dans la discussion. C'étaient mes premiers pas autonomes dans des discussions internationales. Après la réunion, Maltzan me dit avec bienveillance que mon style professoral d'enchaînement formel des idées, qui transparissait encore nettement après un an d'activité politico-économique, avait eu un effet apaisant sur l'atmosphère des négociations. Je reçus ce compliment avec plaisir, car j'aime aplanir les contradictions, et lors de réunions ultérieures, jusque dans la

dernière phase des négociations sur la politique agricole commune, on me disait que j'avais manifestement acquis une certaine habileté dans l'art du compromis. J'ai forgé un jour pour cela la notion d'irénisme, qui signifie la réunion et la réconciliation des opposés, et je l'ai ressentie comme une sorte de maxime de vie, ce qui s'est encore accentué le jour où j'ai constaté que mon anniversaire tombait le jour de saint Irénée, de cet apôtre qui, en des temps reculés, cherchait à s'interposer en conciliateur entre des fronts durcis. Mais irénisme par-ci, irénisme par-là, je devais en même temps défendre un point de vue ferme. C'est ainsi que la notion d'«harmonisation sociale» devint une pomme de discorde dans les négociations sur l'intégration européenne, et ce n'est qu'en 1956, lorsque le soulèvement en Hongrie et la crise de Suez firent planer le spectre d'une vaste guerre et après qu'un Conseil des ministres présidé par Pineau eut trébuché sur ce différend, que nous trouvâmes à Paris, sur l'ordre des chefs de gouvernement présents, trois formules de conciliation qui donnaient à la France le droit, en cas de différences flagrantes dans le paiement des heures supplémentaires ou des congés, et en cas d'inégalité des salaires entre hommes et femmes, de recourir à une clause de protection. Avec la signature du Traité de Rome, cette notion disparut comme un fantôme. Personne, les Français moins que quiconque, ne pensa à l'invoquer, d'autant plus que, entre-temps, l'évolution salariale et la hauteur des charges sociales en RFA avaient dépassé le niveau français.

Les négociations à Rome portaient encore sur la conception précise et détaillée de la future association politique et économique. Elles marquaient un début dont l'idée de base – réaliser en commun l'intégration politique et économique – était fondée. Mais, indubitablement, le tout était trop imprécis pour s'imposer. Lorsque, en 1954, lors du vote au parlement français, le groupe autour de Mendès France fit échouer la Communauté européenne de défense, il réduisit aussi à néant les autres efforts, qui n'avaient en soi rien à voir avec la CED. Ces journées à Rome n'étaient donc qu'un premier contact avec les problèmes européens et elles ont mis en évidence leurs difficultés plutôt que leurs possibilités.

[...]